

L'Inra remet un rapport sur cet herbicide au gouvernement

05/12/2017 | Terre-net Média

L'Institut national de recherches agronomiques (Inra) a remis vendredi au gouvernement un rapport sur le glyphosate en vue de l'élaboration d'un plan d'arrêt de l'usage de ce pesticide dans l'agriculture, qui sera présenté avant la fin de l'année.



Selon l'Inra, il n'y a pas d'alternative efficace pour l'agriculture de conservation des sols. (@Terre-net Média)

Les ministres de la transition écologique et solidaire, des solidarités et de la santé, de l'agriculture et de l'enseignement supérieur, de la recherche ont reçu le **rapport scientifique de l'Inra** visant « à mettre l'expertise de l'institut au service de l'élaboration d'un plan de sortie du **glyphosate** demandé par le Premier ministre (...) et qui sera présenté avant la fin de l'année », indiquent-ils dans un communiqué commun. Les États membres de l'Union européenne (UE) ont accepté lundi d'**autoriser pour cinq ans supplémentaires le glyphosate** lors d'un comité d'appel mais le président, **Emmanuel Macron**, a pour sa part affirmé que **l'herbicide controversé serait interdit en France « au plus tard dans trois ans »**.

Avec les autres travaux en cours, ce rapport « permettra au gouvernement de présenter, lors de la clôture des **États généraux de l'alimentation**, une feuille de route ambitieuse visant une agriculture moins dépendante des pesticides, dont le glyphosate. Cette feuille de route, une fois partagée avec les parties prenantes, sera finalisée en début d'année 2018, assurent les ministres. Le rapport de l'Inra « permet d'identifier les options alternatives existantes et participe à la construction des solutions d'accompagnement agronomique, technique et économique nécessaires à la transition vers des **systèmes de production sans glyphosate**. Il apporte ainsi une première réponse à la demande du président de la République d'accélérer la recherche et le développement de solutions d'ici trois ans », ajoutent-ils.

La réduction des produits phytos, l'un des objectifs prioritaires des États généraux de l'alimentation

Le rapport mentionne également des impasses techniques sur lesquelles le gouvernement et les filières devront prioritairement travailler en mobilisant les instituts de recherche et les organismes d'appui technique, disent-ils. « Il n'y a pas de solution miracle et l'Inra ne travaille pas pour chercher une molécule qui remplacerait une autre molécule, c'est vrai pour le glyphosate comme pour d'autres » **produits phytosanitaires**, a récemment déclaré le **patron de l'Inra, Philippe Mauguin**, devant la **Mission d'information sur l'utilisation des produits phytopharmaceutiques**. Dans ce rapport sur le glyphosate, l'Inra identifie différentes alternatives techniques pour remplacer l'herbicide : la destruction physique par le **désherbage mécanique**, le labour, le recours au gel hivernal des cultures intermédiaires et l'utilisation ciblées d'autres herbicides homologués.

Ces solutions doivent répondre à une majorité des cas d'usage de cet herbicide mais l'Inra souligne que, dans certains cas, il reste des impasses au regard des connaissances actuelles. Il n'y a ainsi pas d'alternative efficace pour **l'agriculture de conservation** des sols, qui couvre environ 4 % des surfaces de grande culture. Certains terrains ne permettent pas non plus d'utiliser de désherbage mécanique comme sur les terrasses. L'Inra n'a pas réussi à trouver non plus d'alternative pour la récolte des fruits à coques (19 000 hectares en 2014) ou pour une étape de la culture du lin, dont la France est le premier producteur mondial (88 000 hectares en 2016), appelée le rouissage. « La **réduction des produits phytopharmaceutiques** fera partie des objectifs prioritaires en termes de recherche et d'investissement des États généraux de l'alimentation », a déclaré à l'AFF M. Mauguin, qui co-préside l'atelier 14 qui doit déterminer comment seront répartis les 5 milliards promis par le président Macron à l'agriculture.